

# Lettre ouverte à monsieur Anouar Haddam

(Porte-parole de l'ex-FIS et des groupes terroristes aux Etats-Unis)

(1ère partie)

Suite au débat (\*) organisé par l'ARNA, une radio américaine, diffusant en langue arabe à partir de Washington DC, au sujet de la prochaine élection présidentielle algérienne, dans le contexte de la crise que traverse le pays, je m'adresse encore une fois à vous, M. Anouar Haddam, pour vous informer et informer l'opinion publique nationale et internationale de la traduction sur le terrain de votre *"djhahd el-moussalah"* mené par vos hordes intégristes contre la société algérienne.

En effet, de Chicago où vous résidez, vous avez déclaré en substance, au nom de l'ex-FIS et de ses groupes armés, que votre mouvement est non seulement contre la tenue de l'élection présidentielle mais qu'il s'oppose à tous les participants à ce scrutin : individus, associations, partis politiques. Usant d'un ton menaçant, vous avez confirmé votre hostilité à la sanction des urnes.

Vous vous êtes permis de dire face au monde entier et sans aucune gêne ou embarras que votre nébuleuse intégriste continuera le *"djhahd armé"* pour faire respecter le *"choix du peuple"*.

En d'autres termes, vous invoquez le *"choix du peuple"* pour interdire à ce peuple de choisir librement son futur président. Or les responsables de l'ex-FIS ont eux-mêmes organisé une grève insurrectionnelle en mai 1991 pour exiger du pouvoir de l'époque de tenir une élection présidentielle anticipée, en violation de la Constitution. Cette grève a du reste révélé la détermination des partisans de l'ex-FIS à violer les règles du jeu démocratique, une fois parvenus au pouvoir. En dépit de son laxisme

envers votre mouvement, le pouvoir fut contraint alors d'arrêter et de traduire en justice ses responsables.

Qui vous permet aujourd'hui, trois ans après avoir entrepris délibérément de mettre la nation à feu et à sang, de vous opposer à la participation des autres formations politiques à l'élection présidentielle prévue le 16 novembre 1995 ? Qui vous donne le droit de les menacer par le *"djhahd armé"* que vous prônez et que vous justifiez au nom de l'Islam ?

Ne pensez-vous pas que les crimes sauvages, les destructions des usines, des écoles, des ponts, des moyens de transports publics, les incendies de forêts dans un pays menacé par l'avancée du désert... perpétrés par vos *"moudjahidine"* vous dénie le droit de parler au nom du peuple algérien ?

Ce peuple que vos agissements et votre comportement ont rendu si honteux aux yeux du monde !

En outre, quelles que soient la justesse et la sainteté de votre cause, elles ne peuvent justifier la mise à mort de l'intelligence algérienne, lâchement et gratuitement assassinée, à travers nos éducateurs, nos journalistes, nos artistes, nos écrivains, nos savants...

Lors du débat, je me rappelle vous avoir conseillé de demander aux responsables de votre organisation intégriste de mettre fin au cycle macabre de représailles qu'ils ont initié en recourant à la terreur la plus insensée de l'histoire moderne. Car l'établissement d'un soi-disant *"Etat islamique"* par les meurtres et les assassinats collectifs, les décapitations, les égorgements, les viols des femmes et des fillettes, les mutilations des corps, les cadavres piégés, les

# Lettre ouverte à monsieur Anouar Haddam

(1ère partie)

(Porte-parole de l'ex-FIS et des groupes terroristes aux Etats-Unis)

bombes dans les rues aux heures de pointe, les aéroports, les maisons, les édifices publics... a fini par mettre en branle un processus infernal non seulement de dévalorisation de la personne humaine mais aussi de désislamisation et de déshumanisation de vos prétendus "moudjahidine", transformés en machines à semer la mort, la désolation, la dévastation...

Votre réponse révèle non seulement votre aveuglement et entêtement mais aussi vos prises de position contradictoires et surtout votre hypocrisie, "nifaq". Ce qui peut signifier que même vous qui ne tuez pas directement avez été profondément affecté par le processus de désislamisation et de "déshumanisation". Vous avez en effet dit à plusieurs reprises que vous "dénoncez tout terrorisme" qui provoque la "mort des innocents". Vous avez déclaré que les signataires du contrat national de Rome ont demandé la constitution d'une commission nationale d'enquête habilitée à déterminer les responsabilités dans les crimes sauvages que j'ai attribués à votre "nébuleuse intégriste". Vous avez donc tenté d'insinuer, et ce après avoir revendiqué d'innombrables actes terroristes odieux et lâches, dont l'assassinat du professeur de psychiatrie, le Dr Boucèbci, la bombe du boulevard Amirouche, qui à la veille du Ramadhan tua plus de quarante personnes et blessa plus de deux cent-cinquante citoyens et citoyennes innocents, que votre organisation n'est pas responsable de ces crimes sauvages. Cependant vous vous êtes tout de suite contredit en affirmant que vos "moudjahidine" continueront le "djihad armé" jusqu'à ce que la dictature militaire respecte le choix du peuple.

Ma conscience de citoyen indigné et mon devoir d'éducateur-chercheur, qui continue toujours d'essayer de s'éduquer jusqu'à la fin de ses jours, en tâchant de se consacrer corps et âme à la recherche de la vérité et une vérité toujours relative, me contraignent de vous écrire pour vous informer, si vous ne l'êtes déjà, des drames induits par votre "djihad el-moussalah".

Le mardi 29 août 1995, vers 20 heures, j'ai reçu un coup de téléphone du Nord Constantinols, où j'ai été maquisard entre 1955 et 1962, et dont j'ai connu la plupart des villages ruraux et leurs habitants, surtout ceux de ma génération. Mon interlocuteur m'informa alors d'une voix accablée, cachant à peine son dégoût et son indignation, en ces termes : le désespoir a poussé les membres des hordes intégristes que leur rejet par le peuple et leur défaite par les forces de sécurité ont transformés en mutants plus brutaux et plus sauvages que les bêtes féroces blessées et traquées à commettre des crimes qui dépassent tout entendement.

Le jeudi 17 août des groupes armés ter-

roristes firent irruption à Berrag, un village de la commune d'El Grarem, à une trentaine de kilomètres dans le nord ouest de Constantine où ils égorgèrent quatorze mères de famille en présence de leurs proches.

Parmi elles, trois étaient enceintes et l'une mère d'un bébé de trois jours ! Comble de l'horreur, une fillette supplia les membres de cette bande d'épargner sa mère pour qu'elle puisse continuer à prendre soin de ses frères et sœurs et de l'égorger à sa place ! L'émir de la horde lui asséna un coup de pied pour l'éloigner et trancha lui-même la gorge de sa mère.

Je vous rappelle ainsi qu'à vos autoproclamés "chouyoukhs" charlatans que même durant une guerre déclarée officiellement entre les premiers musulmans et leurs ennemis de l'heure, le Prophète (que le Salut soit sur Lui) ordonna à Abdurrahman Ibn Awt, son chef militaire de "ne jamais commettre d'abus de confiance ni de trahison, de ne jamais mutiler personne, de ne jamais tuer une mineure ou une femme. Ceci est le pacte de Dieu et la conduite de son Prophète pour votre guidance".

En outre, le Prophète (que le Salut soit sur Lui) précisa aux troupes dépêchées pour arrêter l'avancée de l'armée byzantine : "En vengeance des blessures qui nous ont été infligées, ne molestez pas les habitants inoffensifs dans leur retraite domestique, épargnez la faiblesse des femmes, ne blessez pas les bébés accrochés au sein ou ceux qui sont malades et au lit. Gardez-vous de démolir les maisons des habitants qui n'opposent pas de résistance, ne détruisez pas leurs moyens de subsistance, ni leurs arbres fruitiers, ni ne touchez à leurs palmiers... et ne mutiliez pas les corps, ne tuez pas les enfants".

Une autre version apporte les précisions suivantes : "Si Dieu vous accorde la victoire, n'abusez pas de votre avantage et prenez garde à ne pas tacher vos épées du sang de celui qui se rend. Vous ne toucherez davantage ni les enfants, ni les femmes, ni les hommes infirmes que vous trouverez parmi les ennemis... Ne détruisez pas les produits de la terre, ne brûlez pas les maisons... Qu'aucune destruction ne soit commise si elle n'est nécessaire... Ne troublez pas le calme des moines et des ermites, ne détruisez pas leurs demeures.

(A suivre)

Mahfoud Bennouna

(\*) Ce débat qui s'est déroulé le 20 août par téléphone a mis en présence trois points de vue : celui de M. Mahfoud Nahnah à partir d'Alger, celui de M. Haddam à partir de Chicago et celui de M. Bennouna à partir de Détroit.

②

# Lettre ouverte à monsieur Annouar Haddam

(Porte-parole de l'ex-FIS et des groupes terroristes aux Etats-Unis)

(2e partie et fin)

42/489  
19/09/95

Le deuxième Khalif Omar Ibn El-Khatib, a élargi le champ des protections accordées aux non-combattants et prévenait contre les abus de la puissance militaire en ces termes : "Ne mutiliez pas lorsque vous avez le pouvoir de le faire. Ne commettez pas d'excès lorsque vous trompez. Ne tuez pas le vieil homme, la femme ou le mineur, mais essayez plutôt de les éviter au moment où les deux armées se rencontrent, dans la fougue de la victoire et au moment des attaques prévisibles".

Vos pratiques sociales, politiques et militaires ainsi que vos interprétations et conceptions erronées de l'Islam ont amené les partisans de votre mouvement à violer non seulement la lettre mais aussi l'esprit de la char'a que vous voulez imposer aux Algériennes et aux Algériens par la force.

Le résultat est que les groupuscules de votre nébuleuse intégriste se sont transformés en sectes hérétiques. En utilisant la religion musulmane pour conquérir le pouvoir par tous les moyens et quoi qu'il dût en coûter au peuple et à la nation, vous vous êtes éloignés de l'Islam.

Vous le savez bien, aucun musulman ne peut s'arroger le droit de traiter un autre musulman d'apostat et de lui déclarer le "djihad el moussalah" pour le "réislamiser" ou l'exécuter pour le sauver et sauver son âme.

Aucun musulman n'a le droit de condamner un Etat-nation d'un pays musulman dont la Constitution stipule que "l'Islam est la religion de l'Etat".

Une telle condamnation constitue vis-à-vis de la loi, la cause principale de la "fitna", guerre civile, qui sévit dans le pays depuis le massacre des jeunes soldats du service national à Ghemmar le 25 novembre 1991, un mois avant les élections législatives du 26 décembre de la même année.

Votre nébuleuse intégriste et ses alliés du

contrat national ont une étrange façon, et les gens de bon sens en conviendront de "défendre et de faire respecter le choix du peuple en exterminant et en mutilant les enfants, les femmes, les hommes, vieux et jeunes qui composent ce peuple, par des voitures piégées.

Pourquoi donc, les cibles de vos assassins ne sont-elles jamais les véritables responsables de la faillite de l'économie nationale et de la crise actuelle devenue une tragédie dont souffre le peuple dans son esprit et dans sa chair chaque jour que Dieu fait ?

Simple question qui ne me fait pas pour autant l'adapte de votre justice expéditive. Hélas ! M. Haddam, vous n'êtes pas seul impliqué dans ce que subit ce peuple de crimes et d'excès.

Les autres participants de votre conclave...romain, tels que M. Ali Ahmed, que j'ai eu l'honneur de rencontrer pour la première fois et la dernière lors de la rentrée du GPRA en 1962, le SG du FLN, qui a déshonoré et profané ce siècle historique, Ben Bella, qui, au lieu de s'assagrir en vieillissant, continue de jouer un rôle néfaste dans l'histoire tragique de ce pays meurtri...ne sont pas moins impliqués et complices.

Je me permets de leur rappeler que les ennemis de leurs ennemis, ou simplement de leurs adversaires politiques, ne peuvent être considérés ni comme leurs amis ni comme leurs alliés naturels.

Car leurs agissements les ont non seulement déislamisés et déshumanisés mais les ont aussi transformés en ennemis mortels du peuple algérien, certes victime d'abord de la corruption et de la mauvaise gestion que lui ont infligé le président Bendjedid et ses collaborateurs et, depuis trois ans, du terrorisme intégriste.

L'une des erreurs politiques monumentales

commises par votre mouvement a été le recours au terrorisme.

Au lieu d'œuvrer en vue de rassurer le peuple et de le protéger, en épargnant ses usines, ses écoles, ses firmes, ses moyens de communication pour gagner son soutien politique et moral dans votre prétendue lutte contre le système et ses hommes, corrompus et corrupteurs, vous vous l'êtes aliéné.

Une femme du peuple parlant des "mafias" et de vos hordes terroristes a déclaré avec sagesse et amertume à la fois, révélant ainsi la capacité d'adaptation des couches populaires à survivre dans des conditions difficiles : "Entre les voleurs et les tueurs, je n'ai qu'un choix pour protéger ma vie. Je préfère vivre sous l'autorité des voleurs." C'est un choix douloureux, que je comprends, ô combien !

Lors des élections législatives de décembre 1991, l'ex-FIS convoquait l'électorat que seule "la solution islamique" était capable de faire sortir le pays de la crise en restaurant le règne de la justice.

En voulant faire respecter le "choix de la solution islamique", comme vous l'avez dit, en lâchant vos hordes intégristes, vous avez précipité le peuple dans une descente aux enfers, au lieu du paradis terrestre que vous n'avez cessé de lui faire miroiter.

Je conclus cette lettre en citant un passage, que je partage entièrement, publié dans le Cahier de l'Unesco, consacré à la violence. S'adressant à tous ceux, sans exception, qui pratiquent la violence, commentent des assassinats ou appellent au meurtre, quels qu'ils soient : "La violence qui blesse et qui tue n'a pas d'excuse, quelles qu'en soient les causes, quels qu'en soient les motifs.

Que ce soit la pauvreté — l'inadmissible iniquité du partage des ressources et des richesses entre pays et à l'intérieur des pays — l'exclusion sous toutes ses formes, qu'elle

soit d'ordre géographique, politique, économique, social, religieux, culturel, racial, ethnique, ou encore liée au sexe ou à l'éducation... Il faut rompre le cercle vicieux : frustration, radicalisation — intolérance-violence.

Il est inadmissible que, par l'application extrémiste d'une idéologie, par l'interprétation perversive d'une religion — toujours fondée sur l'amour — par l'influence obscurantiste d'une secte, des êtres humains soient convaincus que leur cause exige le sacrifice d'autres êtres humains.

Il est erroné de croire pouvoir trouver un remède à l'exclusion sociale et au désespoir en s'attaquant sans pitié à des innocents. Il est illusoire de croire qu'un ordre quelconque puisse se maintenir par la force, par la violation des lois, sans esprit de dialogue.

Que les uns et les autres sachent qu'il n'y a qu'une solution : faire taire les armes, (les bombes) et laisser parler les hommes et les femmes...

Non à la violence, à la terreur, au terrorisme.

Votre mouvement, qui s'est trompé d'époque, de peuple et de cible, est la négation même de la raison et de la démocratie, du bon sens et des valeurs islamiques, humanistes et universelles.

C'est la raison pour laquelle il ne peut être porteur ni de paix, ni de progrès, ni de prospérité, ni de culture, ni de civilisation, ni de compréhension entre les individus et les peuples, ni de coopération. Votre mouvement est voué à l'échec. Il est d'avance condamné par l'histoire !

Mahtoud Bennoune

\* Karima Bennoune *Law in Islamic jurisprudence*, Michigan Journal of International Law, vol 15, Hiver 1994